

In afwijking van het eerste en het vierde lid, 1° en 9°, kan de vereniging die voor onbepaalde of bepaalde duur erkend is en die een vermindering van de forfaitaire categorie wenst, haar aanvraag te allen tijde indienen. In dat geval wordt de beslissing van kracht op de datum die door de Regering na overleg met de betrokken vereniging wordt vastgesteld.

Indien de vereniging van plan is om een wijziging van een werkingsas van haar erkenning ten gunste van een andere aan te vragen, dient ze haar aanvraag in overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering. ».

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 39/4 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 39/4. In afwijking van artikel 19, §1, eerste lid, dient de vereniging waarvan de vijfjarige subsidieperiode in 2019, 2020 of 2021 eindigt haar algemene evaluatieverslag in het laatste jaar van de vijfjarenperiode in. Dit verslag heeft, naar keuze van de vereniging, betrekking op de eerste vier jaar van de huidige periode van vijf jaar of op de eerste drie jaar van de periode van vijf jaar, met inbegrip van de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens van de laatste twee jaar van de vorige periode van vijf jaar. »

**Art. 3.** Artikelen 1 en 2 hebben uitwerking vanaf 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 9 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 93-1. – Amendement(en) van de commissie, nr. 93-2 – Verslag van de commissie, nr. 93-3 - Tekst aangenomen door de plenaire vergadering, nr. 93-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Zitting van 08 juli 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/42346]

**9 JUILLET 2020. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire relatives à l'abaissement à cinq ans de l'âge du début de l'obligation scolaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. – Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1.2.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« L'élève fréquentera régulièrement la troisième année de l'enseignement maternel à partir du 1<sup>er</sup> septembre de l'année civile au cours de laquelle il a atteint l'âge de cinq ans. ».

**Art. 2.** Dans l'article 1.2.1-3, alinéa 2, du même Code, la phrase « Dans ces hypothèses, l'élève doit fréquenter régulièrement l'école » est supprimée.

**Art. 3.** Dans l'article 1.7.1-9, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « avant le 15 janvier » sont remplacés par les termes « avant toute date de comptage »;

2° les termes « à la date de comptage concernée » sont insérés entre les termes « comptabilisé » et « pour le calcul »;

3° les termes « , de l'encadrement » sont insérés entre les termes « du capital-périodes » et les termes « et des dotations »;

4° les termes « pour l'année scolaire suivante » sont supprimés.

**Art. 4.** Dans l'article 1.7.1-14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré « 1.4.2-1 » entre les termes « articles » et « 1.4.2-2, 1.4.3-1 et 1.4.3-2 ».

**Art. 5.** Dans l'article 1.7.5-1 du même Code, les modifications suivantes sont introduites :

1° les alinéas 1 à 3 sont insérés dans un nouveau §1<sup>er</sup>;

2° il est inséré un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. - Dans les écoles officielles, l'élève en âge d'obligation scolaire fréquentant l'enseignement maternel peut assister à l'enseignement de la religion ou celui de la morale non confessionnelle, si ses parents souhaitent faire usage de cette possibilité, dans le respect des modalités suivantes :

1° si l'élève fréquente ou envisage de fréquenter une implantation lui permettant d'assister à la période hebdomadaire dispensée dans un groupe comprenant des élèves de première ou deuxième année de l'enseignement primaire, voire des deux premières années réunies, sans nécessiter de déplacements en dehors de l'enceinte de l'implantation fondamentale où se situe la section maternelle dans laquelle il est régulièrement inscrit ou projette de s'inscrire, les parents en font la demande écrite auprès du directeur. Cette demande écrite doit être introduite, soit pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année scolaire précédant son entrée en troisième année de l'enseignement maternel lorsque l'enfant est inscrit dans l'établissement, soit le premier jour de fréquentation de l'établissement lorsque l'élève s'est inscrit pour la première fois en troisième année de l'enseignement maternel. Dans cette demande écrite, les parents mentionnent expressément le choix entre le cours de la religion et de morale non confessionnelle. Si le choix porte sur le cours de religion, la demande indique explicitement la religion choisie;

2° si l'établissement dans lequel les parents projettent d'inscrire ou ont inscrit leur enfant ne permet pas les modalités visées au 1°, le directeur du maternel ou du fondamental en informe les parents et les invite à introduire une demande auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Cette demande doit mentionner le nom et l'adresse de l'enfant. La demande doit également mentionner expressément le choix entre le cours de la religion et de morale non confessionnelle. Le cas échéant, elle indique explicitement la religion choisie. La direction générale de l'enseignement obligatoire fournit aux parents dans le mois, le cas échéant après les avoir entendus, une liste d'établissements de l'enseignement officiel permettant de rencontrer leur choix et situés à une distance raisonnable du domicile de l'enfant.

Le Gouvernement évalue chaque année les demandes introduites, selon leur type, conformément aux points 1° et 2° de l'alinéa précédent et dans les cas visés au point 2° de l'alinéa précédent, des solutions qui ont pu être proposées aux parents, afin d'en faire rapport au Parlement.

Par dérogation à l'article 1.7.5-2, pour le 15 mai au plus tard, le directeur informe de manière individuelle les parents de l'élève inscrit en deuxième année de l'enseignement maternel et réputé poursuivre dans son école des modalités prévues au présent paragraphe. Pour les parents devant inscrire leur enfant pour la première fois en troisième année de l'enseignement maternel, le directeur du maternel ou du fondamental les informe des modalités du présent paragraphe au moment de l'inscription.

Dans les écoles libres non confessionnelles qui offrent le choix entre l'enseignement de la religion et celui de la morale non-confessionnelle, le pouvoir organisateur est libre de proposer les modalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Si celui-ci décide de proposer des modalités différentes, il doit néanmoins pouvoir démontrer, à la demande du Gouvernement, de quelle manière il apporte aux élèves concernés l'éducation religieuse ou morale à laquelle ils ont droit à charge de la communauté. »;

3° le dernier alinéa est repris dans un nouveau § 3.

**Art. 6.** Dans l'article 1.7.7-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1°, du même Code, les termes « les deux premières années de » sont ajoutés avant les termes « l'enseignement maternel ordinaire ».

**Art. 7.** Dans l'article 2.3.1-8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les termes « , auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école » sont abrogés.

CHAPITRE II. – Disposition modifiant le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun

**Art. 8.** Dans l'article 4 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, il est inséré un point 3°*bis* rédigé comme suit :

« 3°*bis* dans le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, l'article 1<sup>er</sup>, 2° ».

CHAPITRE III. – Disposition modifiant le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

**Art. 9.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, les mots « jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire » sont remplacés par les mots « de la première année de l'enseignement primaire à la deuxième année de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE IV. – Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

**Art. 10.** Dans l'article 5, 2°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots « jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire » sont remplacés par les mots « de la première année de l'enseignement primaire à la deuxième année de l'enseignement secondaire ».

**Art. 11.** Dans l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « des huit premières années de la scolarité obligatoire » sont remplacés par les mots « de la première année de l'enseignement primaire à la deuxième année de l'enseignement secondaire ».

**Art. 12.** Dans le même décret, l'intitulé de la section 2 du chapitre 3 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. De l'orientation après les neuf premières années de scolarité obligatoire ».

**Art. 13.** Dans l'article 21 du même décret, les mots « des huit premières années de la scolarité obligatoire » sont remplacés par les mots « des neuf premières années de la scolarité obligatoire ».

CHAPITRE V. – Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

**Art. 14.** L'article 42, § 1<sup>er</sup>, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. L'encadrement est calculé le 1<sup>er</sup> octobre. Il couvre la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre suivant. Sont pris en compte pour le calcul de l'encadrement :

1° les élèves âgés d'au moins deux ans et demi au 30 septembre de l'année scolaire en cours qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui fréquentent la même école maternelle ou fondamentale ou implantation maternelle à comptage séparé pendant le mois de septembre en y étant présent huit demi-jours au moins répartis sur huit journées, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée au cours du mois de septembre ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite dans le même mois. L'inscription est effective le huitième jour de présence;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Cette prise en compte vaut pour l'année scolaire entière dans le calcul de l'emploi de la dernière école fréquentée aux conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 15.** L'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Un deuxième comptage est réalisé le 10<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'automne. Il prend en compte :

1° les élèves âgés de deux ans et demi au moins qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 1<sup>er</sup> octobre, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 16.** L'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Un troisième comptage est réalisé le 10<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'hiver. Il prend en compte au niveau de l'enseignement maternel :

1° les élèves âgés de deux ans et demi au moins qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles suivant les vacances d'hiver, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 17.** L'article 44*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Un quatrième comptage est réalisé le 10<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de Carnaval. Il prend en compte :

1° les élèves âgés de deux ans et demi au moins qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles suivant les vacances de carnaval, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 18.** L'article 44*ter*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Un cinquième comptage est réalisé le 10<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de printemps. Il prend en compte :

1° les élèves âgés de deux ans et demi au moins qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles suivant les vacances de carnaval, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 19.** L'article 45, alinéa 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les nombres, calculés au 15 janvier, sont applicables du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année scolaire qui suit le comptage. Sont pris en compte pour le comptage du 15 janvier :

1° les élèves âgés d'au moins deux ans et demi au 30 septembre de l'année scolaire en cours qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ont fréquenté la même école maternelle ou implantation maternelle à comptage séparé pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11<sup>e</sup> jour d'ouverture des écoles suivant les vacances d'automne, à condition qu'à la date du 15 janvier, leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école ou implantation à comptage séparé faisant suite à un changement d'école établi en bonne et due forme n'ait pas été prise;

2° les élèves en âge d'obligation scolaire régulièrement inscrits ou pour lesquels les absences injustifiées ont été signalées conformément aux dispositions de l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

CHAPITRE VI. – Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

**Art. 20.** Dans l'article 14, § 2, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les termes « l'article 1<sup>er</sup>, § 4 de la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire » sont remplacés par les termes « l'article 1.2.1-3, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE VII. – Dispositions modifiant la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

**Art. 21.** Dans l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le §5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. - Le calcul des dotations et subventions de fonctionnement des écoles, tel que fixé par le présent article, prend en compte :

- 88,6 % des élèves de l'enseignement maternel ordinaire, organisé et subventionné par la Communauté française qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire, régulièrement inscrits à la date du 15 janvier;

- 100% des élèves de l'enseignement maternel ordinaire, organisé et subventionné par la Communauté française en âge d'obligation scolaire ».

CHAPITRE VIII. – Dispositions transitoires

**Art. 22.** Par dérogation à l'article 1.7.5-1, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par le présent décret, pour l'année scolaire 2020-2021, la demande écrite pourra être effectuée au plus tard le 15 septembre 2020 auprès du directeur de l'établissement maternel ou fondamental fréquenté. Cette demande peut être introduite au premier jour de fréquentation de l'établissement lorsque l'enfant change d'école entre le 15 septembre 2020 et le 30 septembre 2020.

Le directeur informe, au plus tard le 7 septembre 2020, les parents de l'élève inscrit en troisième année de l'enseignement maternel des modalités prévues à l'article 1.7.5-1, §2, précité. Pour les parents inscrivant leur enfant pour la première fois en troisième année de l'enseignement maternel, le directeur du maternel ou du fondamental les informe de ces modalités au moment de l'inscription.

**Art. 23.** Par dérogation aux §§1<sup>er</sup> et 2, de l'article 42 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, pour la rentrée scolaire 2020-2021, l'encadrement est calculé entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 septembre pour autant que les élèves de l'enseignement maternel pris en compte réunissent les conditions énoncées au § 1<sup>er</sup>.

Quelle que soit la date de comptage prise en compte durant le mois de septembre, il sera procédé à un ajustement éventuel à la date du 1<sup>er</sup> octobre.

CHAPITRE IX. – Disposition finale

**Art. 24.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 103-1. – Amendement(s) en commission, n° 103-2 – Texte adopté en commission, n° 103-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 103-4.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 08 juillet 2020.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42346]

**9 JULI 2020. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs betreffende de verlaging tot vijf jaar van de leeftijd voor het begin van de leerplicht**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE HOOFDSTUK. – Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs

**Artikel 1.** In artikel 1.2.1-2 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs wordt een laatste lid, luidend als volgt, ingevoegd: "De leerlingen volgen regelmatig het derde jaar van het kleuteronderwijs vanaf 1 september van het kalenderjaar waarin zij de leeftijd van vijf jaar bereiken. ».

**Art. 2.** In artikel 1.2.1-3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt de zin "In dergelijke gevallen moet de leerling regelmatig naar school gaan" geschrapt.

**Art. 3.** In artikel 1.7.1-9, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "vóór 15 januari" worden vervangen door de woorden "vóór elke teldatum";

2° de termen "op de relevante teldatum" worden ingevoegd tussen de termen "in rekening genomen" en "voor de berekening";

3° de termen ", van de omkadering" worden ingevoegd tussen de termen "van het lestijdenpakket" en de termen "en de dotaties";

4° de woorden "voor het volgende schooljaar" worden geschrapt.

**Art. 4.** In artikel 1.7.1-14, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "1.4.2-1" ingevoegd tussen de woorden "artikelen" en "1.4.2-2, 1.4.3-1 en 1.4.3-2".

**Art. 5.** In artikel 1.7.5-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 1 tot en met 3 worden ingevoegd in een nieuwe §1;

2° er wordt een §2 ingevoegd, die als volgt luidt:

"§ 2. - In officiële scholen mag een leerling van leerplichtige leeftijd die naar de kleuterschool gaat, het godsdienstonderwijs of de niet-confessionele zedenleer bijwonen, als zijn ouders van deze mogelijkheid gebruik willen maken, onder de volgende voorwaarden:

1° indien de leerling een vestiging bezoekt of voornemens is te bezoeken die hem in staat stelt de wekelijkse lestijden van het eerste of tweede jaar van het basisonderwijs, of zelfs de eerste twee jaar samen, bij te wonen in een groep die bestaat uit leerlingen van het eerste of tweede jaar van het basisonderwijs, zonder dat hij zich hoeft te verplaatsen buiten de lokalen van de basisvestiging waar hij regelmatig is ingeschreven of voornemens is zich in te schrijven, dienen de ouders een schriftelijk verzoek in bij de directeur. Deze schriftelijke aanvraag moet worden ingediend hetzij vóór 1 juni van het schooljaar dat voorafgaat aan de inschrijving van de leerling in het derde jaar van het kleuteronderwijs wanneer het kind in de instelling is ingeschreven, hetzij op de eerste dag van de inschrijving in de instelling wanneer de leerling voor het eerst in het derde jaar van het kleuteronderwijs is ingeschreven. In dit schriftelijk verzoek vermelden de ouders uitdrukkelijk de keuze tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer. Indien de keuze betrekking heeft op de geloofsopleiding, wordt in het verzoek expliciet de gekozen godsdienst vermeld;

2° indien de instelling waar de ouders van plan zijn hun kind in te schrijven of hun kind hebben ingeschreven de in 1° bedoelde regeling niet toelaat, stelt de directeur van het kinderdagverblijf of de basisschool de ouders hiervan op de hoogte en nodigt hij hen uit een aanvraag in te dienen bij de Algemene directie Leerplichtonderwijs. De aanvraag moet de naam en het adres van het kind vermelden. In het verzoek moet ook uitdrukkelijk de keuze tussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer worden vermeld. In voorkomend geval moet de gekozen godsdienst expliciet worden vermeld. De Algemene directie Leerplichtonderwijs verstrekt de ouders binnen een maand, zo nodig na het horen ervan, een lijst van officiële onderwijsinstellingen waar aan hun keuze kan worden voldaan en die zich op redelijke afstand van de woning van het kind bevinden.

De Regering evalueert elk jaar de ingediende aanvragen, naargelang van het type, overeenkomstig de punten 1° en 2° van het vorige lid en, in de gevallen bedoeld in punt 2° van het vorige lid, de oplossingen die eventueel aan de ouders zijn voorgesteld, teneinde verslag uit te brengen aan het Parlement.

In afwijking van artikel 1.7.5-2 stelt de directeur uiterlijk op 15 mei de ouders van een leerling die in het tweede jaar van de kleuterschool is ingeschreven en geacht wordt zijn schoolopleiding voort te zetten, op individuele basis op de hoogte van de procedures die in dit lid zijn voorzien. In het geval van ouders die hun kind voor het eerst in het derde jaar van het kleuteronderwijs inschrijven, stelt de directeur van het kinderdagverblijf of het basisonderwijs hen bij de inschrijving op de hoogte van de voorwaarden van dit lid.

In niet-confessionele vrije scholen die een keuze bieden tussen godsdienstonderwijs en niet-confessionele zedenleer, staat het de richtende macht vrij de in het eerste lid bedoelde regelingen voor te stellen. Als zij besluit om andere nadere regels voor te stellen, moet zij op verzoek van de Regering toch kunnen aantonen hoe zij de betrokken leerlingen de religieuze of morele opvoeding verleent waarop zij ten koste van de gemeenschap recht hebben. »;

3° het laatste lid is opgenomen in een nieuw § 3.

**Art. 6.** In artikel 1.7.7-2, § 1, derde lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de eerste twee jaren van het" toegevoegd vóór de woorden "gewoon kleuteronderwijs".

**Art. 7.** In artikel 2.3.1-8, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", in welk geval hij verplicht is regelmatig naar school te gaan" geschrapt.



HOOFDSTUK II. – Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern

**Art. 8.** In artikel 4 van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern wordt een punt 3°bis ingevoegd, dat als volgt luidt:

“3°bis in het decreet van 14 maart 1995 betreffende de bevordering van een school voor succes in het basisonderwijs, artikel 1, 2°”.

HOOFDSTUK III. – Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de bevordering van een school voor succes in het basisonderwijs

**Art. 9.** In artikel 1, 2°, van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de bevordering van een school voor basisonderwijs worden de woorden “tot het einde van de eerste acht jaar van de leerplicht” vervangen door de woorden “vanaf het eerste jaar van het basisonderwijs tot het tweede jaar van het secundair onderwijs”.

HOOFDSTUK IV. – Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

**Art. 10.** In artikel 5, 2°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden “tot het einde van de eerste acht jaren van de leerplicht” vervangen door de woorden “vanaf het eerste jaar van het basisonderwijs tot het tweede jaar van het secundair onderwijs”.

**Art. 11.** In artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “de eerste acht jaren van de leerplicht” vervangen door de woorden “vanaf het eerste jaar van het basisonderwijs tot het tweede jaar van het secundair onderwijs”.

**Art. 12.** In hetzelfde decreet wordt de titel van afdeling 2 van hoofdstuk 3 vervangen door de volgende tekst:

“Afdeling 2. Oriëntatie na de eerste negen jaar van het leerplichtonderwijs”.

**Art. 13.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de woorden “de eerste acht jaar van het leerplichtonderwijs” vervangen door “de eerste negen jaar van het leerplichtonderwijs”.

HOOFDSTUK V. – Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsreglementering

**Art. 14.** Artikel 42, § 1, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsreglementering wordt vervangen door de volgende bepaling :

“§ 1. De begeleiding wordt berekend op 1 oktober. Ze bestrijkt de periode van 1 oktober tot en met de daaropvolgende 30 september. Voor de berekening van het aantal leerlingen wordt rekening gehouden met de volgende elementen:

1° leerlingen die op 30 september van het lopende schooljaar ten minste tweeënhalf jaar oud zijn en niet leerplichtig zijn en die in de maand september naar dezelfde kleuter- of basisschool of naar een aparte kleuterschool gaan en daar ten minste acht halve dagen verspreid over acht dagen aanwezig zijn, op voorwaarde dat hun inschrijving in de maand september niet is ingetrokken of dat de inschrijving in een andere school later in dezelfde maand niet is opgenomen. De inschrijving gaat in op de achtste dag van aanwezigheid;

2° leerlingen van leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs.

Dit wordt voor het gehele schooljaar in aanmerking genomen bij de berekening van de tewerkstelling van de laatste bezochte school onder de in lid 1 vastgestelde voorwaarden”.

**Art. 15.** Artikel 43, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Een tweede telling vindt plaats op de 10e dag van de opening van de school na de herfstvakantie. Ze houdt rekening met:

1° leerlingen van ten minste tweeënhalf jaar die niet leerplichtig zijn en die de betrokken school of instelling gedurende ten minste acht halve dagen daadwerkelijk hebben bezocht, gespreid over acht dagen sinds 1 oktober, op voorwaarde dat hun inschrijving niet is ingetrokken of dat de inschrijving in een andere school later niet is gevolgd;

2° leerlingen van de leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. ».

**Art. 16.** Artikel 44, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Een derde telling vindt plaats op de 10e dag van de opening van de school na de wintervakantie. Ze houdt rekening op het niveau van het kleuteronderwijs met:

1° leerlingen van ten minste tweeënhalf jaar die niet leerplichtig zijn en die de betrokken school of instelling gedurende ten minste acht halve dagen daadwerkelijk hebben bezocht, gespreid over acht dagen vanaf de elfde dag van de opening van de scholen na de herfstvakantie, op voorwaarde dat hun inschrijving niet is ingetrokken of dat de inschrijving in een andere school later niet is gevolgd;

2° leerlingen van de leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. ».

**Art. 17.** Het eerste lid van artikel 44 bis van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Een vierde telling vindt plaats op de 10e dag van de opening van de school na de carnavalsvakantie. Ze houdt rekening met :

1° leerlingen van ten minste tweeënhalf jaar die niet leerplichtig zijn en die de betrokken school of instelling gedurende ten minste acht halve dagen daadwerkelijk hebben bezocht, gespreid over acht dagen vanaf de elfde dag van de opening van de scholen na de wintervakantie, op voorwaarde dat hun inschrijving niet is ingetrokken of dat de inschrijving in een andere school later niet is gevolgd;

2° leerlingen van de leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. ».

**Art. 18.** Artikel 44 ter, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Een vijfde telling vindt plaats op de 10e dag van de opening van de school na de lentevakantie. Ze houdt rekening met :

1° leerlingen van ten minste tweeënhalf jaar die niet leerplichtig zijn en die de betrokken school of instelling gedurende ten minste acht halve dagen daadwerkelijk hebben bezocht, gespreid over acht dagen vanaf de elfde dag van de opening van de scholen na de carnavalsvakantie, op voorwaarde dat hun inschrijving niet is ingetrokken of dat de inschrijving in een andere school daarna niet is gevolgd;

2° leerlingen van de leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. ».

**Art. 19.** Artikel 45, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"De getallen, berekend op 15 januari, zijn van toepassing van 1 september tot en met 31 augustus van het schooljaar dat volgt op de telling. Voor de telling van 15 januari wordt rekening gehouden met de volgende elementen:

1° leerlingen die op 30 september van het lopende schooljaar ten minste tweeënhalf jaar oud zijn en niet leerplichtig zijn en die dezelfde kleuterschool of kleuterschoolvestiging hebben bezocht met een aparte telling voor ten minste acht halve dagen werkelijke aanwezigheid, verdeeld over acht dagen vanaf de 11e dag van de opening van de school na de herfstvakantie, op voorwaarde dat hun inschrijving vanaf 15 januari niet is ingetrokken of dat er geen inschrijving in een andere school of op een andere plaats is gedaan na een naar behoren vastgestelde wijziging van de school;

2° leerlingen van leerplichtige leeftijd die regelmatig zijn ingeschreven of voor wie ongerechtvaardigde afwezigheden zijn gemeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs. ».

**HOOFDSTUK VI. – Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs**

**Art. 20.** In artikel 14, § 2, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de woorden "artikel 1, § 4 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht" vervangen door de woorden "artikel 1.2.1-3, tweede lid, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs".

**HOOFDSTUK VII. – Bepalingen tot wijziging van de Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

**Art. 21.** In artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt § 5 vervangen door de volgende paragraaf:

"§ 5 - Bij de berekening van de dotaties en subsidies voor de werking van de scholen, zoals vastgesteld in dit artikel, wordt rekening gehouden met :

- 88,6% van de leerlingen in het gewone kleuteronderwijs, georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die niet leerplichtig zijn en die regelmatig op 15 januari zijn ingeschreven;

- 100% van de leerlingen in het gewone kleuteronderwijs, georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die leerplichtig zijn".

**HOOFDSTUK VIII. – Overgangsbepalingen**

**Art. 22.** In afwijking van artikel 1.7.5-1, § 2, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij dit decreet, kan voor het schooljaar 2020-2021 de schriftelijke aanvraag uiterlijk op 15 september 2020 worden ingediend bij de directeur van de bezochte kleuterschool of basisschool. Dit verzoek kan worden gedaan op de eerste dag dat het kind van school verandert tussen 15 september 2020 en 30 september 2020.

Uiterlijk op 7 september 2020 informeert de directeur de ouders van de leerling die in het derde jaar van het kleuteronderwijs is ingeschreven over de in artikel 1.7.5-1, §2, bedoelde nadere regels. Voor ouders die hun kind voor het eerst in het derde jaar van het kleuteronderwijs inschrijven, informeert de directeur van het kinderdagverblijf of het basisonderwijs hen bij de inschrijving over deze regelingen.

**Art. 23.** In afwijking van § 1 en 2 van artikel 42 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het kleuter- en het gewoon lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsreglementering, wordt de begeleiding, voor het begin van het schooljaar 2020-2021, berekend tussen 1 september en 30 september, op voorwaarde dat de in aanmerking genomen kleuterleerlingen voldoen aan de in § 1 gestelde voorwaarden.

Ongeacht de teldatum die in de maand september in aanmerking wordt genomen, zal een eventuele aanpassing van de datum van 1 oktober plaatsvinden.

#### HOOFDSTUK IX. – Slotbepaling

**Art. 24.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. - Voorstel tot decreet, nr. 103-1. - Commissieamendement(s), nr.103/2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 103-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 103-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 8 juli 2020.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/42348]

**9 JUILLET 2020. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales conformément à l'article 1.4.4-1, § 1<sup>er</sup>, du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Confirmation de l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales, repris en annexe du présent décret, est confirmé, conformément à l'article 1.4.4-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, sous réserve du remplacement de l'annexe mentionnée au paragraphe 2.

§ 2. L'annexe à l'arrêté du Gouvernement du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales est remplacée par l'annexe jointe au présent décret.

#### CHAPITRE II. – Procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales

**Art. 2.** Tout pouvoir organisateur et toute fédération de pouvoirs organisateurs peut introduire une demande de dérogation au référentiel des compétences initiales visé à l'article 1.4.4-1. - § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire aux conditions et selon la procédure définie aux articles suivants.

**Art. 3.** Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement. Elle ne peut notamment avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats, ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur ou à une fédération de pouvoirs organisateurs dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs :

1° indique les contenus et les attendus déclinés dans le référentiel des compétences initiales dont il estime le caractère trop contraignant pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant les raisons pour lesquelles ces contenus et attendus restreignent cette mise en œuvre;

2° décrit les contenus et les attendus alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;

3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande. Sous peine d'être irrecevables, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en vigueur.